CAMEROUN

Contexte du pays

Le Cameroun, situé en Afrique centrale et bordé par six pays, compte environ 29 millions d'habitants. Plus de 60 % de la population se situe dans la tranche d'âge active de 15 à 64 ans. Avec un littoral le long de l'océan Atlantique, il sert de porte d'entrée commerciale vitale pour ses voisins enclavés comme le Tchad et la République centrafricaine. Son économie diversifiée, ancrée dans l'agriculture, le pétrole et le gaz, l'exploitation minière et les services, la positionne comme un centre économique régional potentiel. Douala, capitale économique et plus grand port, et Yaoundé, capitale politique, sont des centres clés d'activité commerciale et administrative.

Malgré la richesse de ses ressources naturelles et sa situation stratégique, le Cameroun est confronté à de graves défis humanitaires et de développement. Classé 151e dans l'indice de développement humain 2022, le pays continue de faire face à des crises socio-économiques, des conflits régionaux et des chocs climatiques. Les pénuries d'énergie, l'accès limité au carburant et le sous-investissement dans les infrastructures, en particulier dans l'Extrême Nord, l'Est et les régions touchées par des conflits, ont freiné la croissance économique.

En 2024, la croissance du produit intérieur brut devrait s'établir à environ 3,5 %, dépassant à peine la croissance démographique. Des obstacles structurels tels qu'une électricité peu fiable, des systèmes fiscaux complexes et une faible application des contrats entravent le développement du secteur privé. Le Cameroun s'est classé 167e dans le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale.

Néanmoins, les centres urbains comme Douala et Yaoundé connaissent une augmentation des investissements privés dans l'hôtellerie, le commerce de détail et la construction, sous l'effet d'une relative stabilité et d'une demande croissante. Ces tendances mettent en évidence le potentiel économique inexploité du Cameroun, qui dépend d'une paix durable, d'une gouvernance renforcée et des investissements stratégiques dans le capital humain et la résilience climatique.

Le gouvernement du Cameroun, avec l'appui du HCR et de ses partenaires, répond aux besoins humanitaires tout en promouvant des solutions durables à travers un lien entre l'humanitaire, le développement et la paix. Des initiatives telles que le Forum camerounais sur le déplacement et l'engagement du secteur privé explorent comment les entreprises peuvent contribuer à une croissance inclusive et soutenir les populations déplacées.

Contexte et paysage des solutions pour les déplacements forcés

Au cours de la dernière décennie, le pays continue d'être affecté par des crises de protection et des situations humanitaires simultanées et complexes : déplacements forcés causés par la violence continue dans le bassin du lac Tchad liée à l'insurrection de groupes armés non étatiques ; le conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui a éclaté en 2016 ; l'afflux et la présence de plus de 288 000 réfugiés centrafricains dans les régions orientales (Est, Adamaoua et Nord) et un conflit intercommunautaire lié au partage des ressources naturelles (pâturages et eaux de pêche) entre les groupes ethniques, générant des mouvements de réfugiés vers le Tchad et des personnes déplacées à l'intérieur du pays dans toute la région de l'Extrême-Nord. Sur les 46 000 réfugiés camerounais qui ont été déplacés vers le Tchad, près de 38 000 sont maintenant rentrés chez eux.

Au 31 mai 2025, le Cameroun comptait 2,1 millions de personnes déplacées de force, dont 430 000 réfugiés et demandeurs d'asile, principalement originaires de la République centrafricaine (67 %) et du Nigéria (30 %), et environ 1,6 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et de rapatriés.

Depuis 2013, les réfugiés de la République centrafricaine (RCA) sont arrivés en continu par différentes vagues, principalement dans les régions du Nord, de l'Est et de l'Adamaoua, et quelques autres dans les zones urbaines de Douala et de Yaoundé. Sur les quelque 288 000 réfugiés centrafricains (RCA) accueillis par le pays, 53 % sont des femmes et des filles, 44 % ont 18 ans et plus et 63 % appartiennent à la tranche d'âge actif de 15 à 64 ans.

Alors qu'environ 20 % des réfugiés centrafricains sont accueillis dans sept sites dans la région de l'Est et de l'Adamaoua, d'autres, 70 %, vivent paisiblement au sein de la population d'accueil dans plus de 300 villages. Sur l'ensemble de la population réfugiée centrafricaine, 47 % sont des enfants d'âge scolaire âgés de 5 à 18 ans, 30 % des réfugiés ont suivi une éducation primaire, 6 % une éducation secondaire et 1 % une éducation universitaire.

Alors que de nouveaux déplacements se produisent continuellement, le HCR a également facilité le rapatriement volontaire de plus de 18 600 réfugiés – dont 3 500 en 2025 – vers la RCA depuis la signature de l'accord tripartite en 2019.

En étroite collaboration avec le gouvernement du Cameroun, le HCR met en œuvre sa Stratégie pluriannuelle 2022-2026 pour plusieurs partenaires, un cadre global conçu pour renforcer la protection, améliorer la coordination et promouvoir des solutions durables pour les réfugiés et les personnes déplacées de force. Cette stratégie s'aligne, au niveau national, sur la Stratégie nationale de développement (NDS2030) du Cameroun, la Déclaration de Yaoundé et, au niveau régional, sur la Plateforme d'Appui aux Solutions dans le cadre des déplacements forcés liés à la crise centrafricaine. Le Cameroun a mis en place un cadre juridique favorable à la protection et à l'inclusion socio-économique des réfugiés dans les plans nationaux de développement. Cette inclusion est ancrée dans la loi n° 2005/006 du 27 juillet 2005 qui accorde des droits équivalents à ceux des nationaux dans des domaines clés tels que l'emploi, la liberté de circulation, l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux finances et aux banques.

Malgré ces mesures positives, l'inclusion socio-économique et financière des réfugiés centrafricains est confrontée à plusieurs défis. Alors que 97 % des ménages disposent de documents légaux pour les réfugiés, 79 % n'ont pas de documents légaux délivrés par le gouvernement, ce qui limite leur liberté

de mouvement, leur protection et leur accès à des services tels que l'éducation, la santé et l'emploi. Elle limite également leur accès aux services bancaires et financiers. Ces défis ont entravé leur accès à l'emploi, à la terre, aux moyens de subsistance et aux possibilités d'autosuffisance. Dans cet esprit, le HCR soutient la délivrance par le gouvernement de cartes d'identité biométriques des réfugiés depuis 2022.

Le HCR et ses partenaires continuent de soutenir des solutions inclusives pour les réfugiés, axées sur la communauté et soutenues par les acteurs du développement à long terme, y compris le secteur privé, afin d'assurer un impact durable.

Principaux points d'entrée pour l'engagement du secteur privé

Le Cameroun offre un paysage dynamique pour l'engagement du secteur privé dans plusieurs secteurs. Conformément à sa stratégie de renforcement de la collaboration avec le secteur privé, le HCR et les autres partenaires soutiennent plusieurs initiatives qui autonomisent et renforcent les capacités des réfugiés pour qu'ils puissent maintenir les opportunités d'emploi.

Inclusion financière : L 'accès aux services financiers pour les réfugiés au Cameroun reste limité, avec seulement 1 % d'inclusion financière malgré un cadre juridique stable. Bien que les cartes d'identité biométriques, délivrées à plus de 34 000 réfugiés depuis 2022, améliorent l'accès, beaucoup se heurtent encore à des obstacles tels que le manque de garanties, une littératie financière limitée et la non-reconnaissance des documents de réfugié par certaines institutions. Cependant, ces défis présentent également des opportunités évidentes pour l'investissement du secteur privé. Les institutions financières peuvent concevoir des produits inclusifs, les fintechs peuvent innover en matière d'identification numérique et de notation de crédit, les prestataires de formation peuvent développer la littératie financière et les investisseurs d'impact peuvent soutenir les entreprises prometteuses dirigées par des réfugiés. Le renforcement de ces partenariats est essentiel pour libérer le potentiel économique des réfugiés et favoriser une croissance inclusive.

Agroalimentaire et chaînes de valeur : Au Cameroun, l'agriculture est la principale source de revenus d'environ 52 % des réfugiés, en particulier dans les régions rurales comme l'Adamaoua, l'Extrême-Nord, l'Est et le Nord, où ils pratiquent des activités agricoles, forestières et d'élevage aux côtés des communautés d'accueil. Dans l'Est du pays, plus de 500 hectares ont été mis à disposition par des propriétaires fonciers privés et des autorités locales pour renforcer la résilience économique des réfugiés. En 2024, le HCR a soutenu 42 groupes de réfugiés engagés dans des activités agro-sylvo-pastorales, produisant plus de 1,5 million de kilogrammes de cultures en une seule saison. Une analyse de l'agro-industrie est en cours pour cartographier la chaîne de valeur et identifier les opportunités d'augmentation de la production. Grâce à des partenariats, les réfugiés reçoivent un soutien tel que l'accès aux terres agricoles, la mécanisation agricole, la distribution d'outils, la formation aux pratiques durables, la fourniture de semences et d'engrais, le renforcement des capacités techniques, la construction d'installations de stockage, l'accès aux services financiers et le développement de coopératives. À l'avenir, les possibilités d'engagement du secteur privé comprennent la promotion des bioengrais, le développement de produits financiers adaptés (par exemple, les microcrédits, l'assurance-récolte), l'investissement dans la valeur ajoutée et la transformation comme les unités de transformation locales (par exemple, pour le manioc, le maïs, les

© UNHCR/Ashu Richard Ntem

produits laitiers) pour créer des emplois et réduire les pertes après récolte et le soutien à l'emballage, à l'image de marque et à la commercialisation de leurs produits, la production locale d'intrants agricoles et le développement de l'agriculture durable et de la croissance inclusive pour les réfugiés et les communautés hôtes.

Formation professionnelle et insertion socioprofessionnelle : À Yaoundé et Douala, les réfugiés acquièrent des compétences professionnelles dans des secteurs à forte demande comme la mécanique automobile, la couture et l'hôtellerie, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. Des partenariats stratégiques, avec des entreprises comme Toyota Tsusho et des centres de formation locaux, permettant la certification et l'amélioration de l'employabilité. Ces initiatives offrent des points d'entrée solides pour les investissements du secteur privé dans le développement des compétences, la mobilité urbaine et les startups dirigées par des réfugiés grâce à des formations conçues conjointement, à un soutien à l'octroi de licences et à un financement de démarrage.

Emploi numérique, connectivité et entrepreneuriat et accès aux marchés : Des groupes de réfugiés au Cameroun élaborent des plans d'affaires bancables grâce à une formation communautaire en entrepreneuriat, en littératie financière, en marketing numérique et en compétences linguistiques. Ils reçoivent un capital de démarrage et 1 à 2 ans de suivi, y compris un soutien à la formalisation des groupes pour accéder aux prêts et à la formation. Pour renforcer leur visibilité et leur autonomisation économique, les réfugiés participent à des foires artisanales et à des initiatives comme Village Artisanal (Bertoua) et Kitchen Nestlé (Douala). En outre, les groupes d'épargne et les coopératives sont soutenus pour renforcer leur résilience financière et des moyens de subsistance durables.

Véritable innovation dans ce domaine, la plateforme numérique « Opportunities for Refugees » met en relation les talents des réfugiés avec des emplois, des stages et des mentorats. Cette plateforme ouverte permet aux réfugiés et aux entreprises, des secteurs privé et public, de s'inscrire, ce qui permet aux entreprises de découvrir des talents et de proposer des emplois, des stages ou des mentorats. Le secteur privé a une occasion unique de libérer de la valeur commerciale tout en autonomisant les réfugiés au Cameroun. En investissant dans des entreprises dirigées par des réfugiés, en offrant des formations et du mentorat, et en faisant la promotion de produits fabriqués par des réfugiés par le biais de foires artisanales et d'initiatives de marque, les entreprises peuvent stimuler une croissance inclusive. Des plateformes telles que « Opportunities for Refugees » facilitent le recrutement de talents qualifiés, tandis que les services financiers inclusifs et les initiatives alignées sur la responsabilité sociale des entreprises renforcent à la fois l'impact et la réputation de la marque.

Énergie et inclusion numérique : Au Cameroun, des initiatives innovantes favorisent l'inclusion économique et numérique des jeunes réfugiés et des communautés d'accueil. C'est le cas, par exemple, des « Tower Kiosk Services », mis au point en collaboration avec IHS Towers, qui offrent un accès à des services socio-économiques et à de la formation en TIC, en ompétences numériques, en apprentissage en ligne et en services financiers, ce qui permet d'autonomiser les jeunes et de soutenir leur intégration dans l'économie numérique. Les efforts visant à améliorer l'accès à l'énergie comprennent l'installation de panneaux solaires pour une alimentation fiable et la production de briquettes écologiques à partir de déchets agricoles, soutenant ainsi l'utilisation durable de l'énergie.

Ces initiatives offrent des points d'entrée solides pour l'engagement du secteur privé dans les énergies renouvelables, les infrastructures numériques et l'entrepreneuriat vert, faisant progresser le développement inclusif et la résilience climatique dans les zones touchées par les déplacements.

Tirer parti de l'économie de l'aide : Malgré des défis tels que l'accès limité à la terre, au financement, aux marchés et aux infrastructures, ainsi que les restrictions de mobilité pour les réfugiés, le Cameroun offre un paysage prometteur pour l'engagement du secteur privé dans des solutions durables. Grâce à des partenariats stratégiques avec le HCR, les entreprises peuvent tirer parti de l'économie dynamique de l'aide du pays en soutenant la création d'emplois inclusifs, l'approvisionnement local et la prestation de services. Des initiatives telles que le Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire (PULCCA), le Projet d'amélioration de la connectivité, de la résilience et de l'inclusion (PACRI) et les programmes soutenus par l'UE intègrent déjà les réfugiés dans le développement national. Les efforts en cours en matière de données, y compris le modèle socio-économique et de consommation ainsi que l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM), visent à renforcer la planification fondée sur des données probantes et à débloquer de nouvelles opportunités d'investissement. Le secteur privé est bien placé pour mettre à l'échelle ces modèles et générer un impact durable dans le cadre des partenariats stratégiques avec les ministères et les municipalités.